



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 27/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES THOMAS

15 Bd du Château
42210 Montrond-Les-Bains

Références : UID4243-MEA-025-0005

Code AIOT : 0010500223

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement CARRIERES THOMAS implanté lieu-dit Grange Neuve 42600 Chalain-le-Comtal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES THOMAS
- lieu-dit Grange Neuve 42600 Chalain-le-Comtal
- Code AIOT : 0010500223
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 2006, la société S.A THOMAS a déposé une demande d'ouverture d'une carrière de sables et graviers d'alluvions implantée au lieu-dit "Grange Neuve" sur la commune de Chalain-le-Comtal,

autorisation d'exploiter actée par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 7 août 2008 d'une superficie de 27,2350 hectares et pour une durée de 20 ans.

Suite au changement de raison social de la S.A THOMAS, un arrêté portant changement d'exploitant a été signé le 15 mai 2013 au nom de la société CARRIERES THOMAS pour l'ensemble des huit carrières de la société, deux de roches dures et six alluvionnaires, dont celle sise à Chalain-le-Comtal.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Qualité des déchets inertes admis	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/08/2007, article 7	Sans objet
2	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/08/2007, article 7.7	Sans objet
3	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/08/2007, article 7.5	Sans objet
4	Conditions de Remise en état	AP Complémentaire du 29/05/2019, article 1	Sans objet
5	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 07/08/2007, article 10.1	Sans objet
6	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 07/08/2007, article 10.3	Sans objet
7	Bruit et vibrations	Arrêté Préfectoral du 07/08/2007, article 14.1	Sans objet
8	Remblais	Arrêté Préfectoral du 08/07/2007, article 8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière et son réaménagement se déroulent conformément aux conditions définies dans l'Arrêté d'Autorisation du 08/07/2007, en dehors des zones au nord-est et au nord-ouest qui sont devenues zones archéologiques. Le réaménagement a bien suivi l'exploitation année après année et l'ensemble des terrains concernés ont été rendus aux agriculteurs. L'exploitant a récemment modifié sa procédure d'acceptation des remblais et il doit fournir **sous 2 mois** des éléments explicitant cette procédure et permettant de garantir le caractère inerte des futurs matériaux remblayés. Des axes d'améliorations sont également proposés sur les rapports d'analyse des eaux. Le site est globalement très bien tenu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2007, article 7
Thème(s) : Autre, Respect des conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : 7.1 - Décapage des terrains: Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. 7.3 - Épaisseur d'extraction : L'extraction sera limitée en profondeur à la cote du substratum qui ne sera en aucun cas affecté par les travaux. 7.4 - Extraction en nappe alluviale : Les extractions en nappe alluviale dans le lit majeur ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles. Le pompage de la nappe pour le décapage, l'exploitation ou la remise en état est interdit [...] Dispositions particulières : La limite d'exploitation sera tenue à une distance minimum de 100 m de la crête de berge de la Loire
Constats : L'inspection a pu constater que l'exploitation se faisait bien selon les conditions fixées dans l'AP : <ul style="list-style-type: none">• le décapage est réduit au strict nécessaire en fonction de l'avancement de l'exploitation, et les terres végétales sont stockées séparément ;• le substratum n'est pas affecté par l'exploitation ;• il n'y a pas de rabattage de nappe ;• Une distance de 100 mètre est bien maintenue entre l'exploitation et les berges de la Loire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2007, article 7.7
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,• les bords de la fouille,• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,• les zones remises en état,• des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Sur ce plan sera inscrite la surface restant à exploiter.

Constats : Le plan d'exploitation en date du 09/01/2024 a été transmis lors de l'inspection ; les différents points de la prescription sont respectés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2007, article 7.5
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation sera conduite suivant la méthode et le phasage définis dans la demande. Les plans utiles relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont joints au présent arrêté.
Constats : L'exploitation est en retard de phasage, notamment en lien avec l'abandon de 6ha de terrains supplémentaires au nord-est de la carrière, devenus zone archéologique. Cette zone et celle similaire au nord-ouest de l'autorisation doivent faire l'objet de fouilles avant toute exploitation. Actuellement ces terrains sont utilisés par des agriculteurs en l'attente d'évolutions. Il a été constaté lors de la visite que l'exploitation se déroulait bien selon la méthode décrite dans l'arrêté d'autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un phasage actualisé de l'exploitation pourra être transmis à l'occasion d'un futur dossier de prolongation en cours de préparation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions de Remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/05/2019, article 1
Thème(s) : Autre, Phasage remise en état
Prescription contrôlée : La remise en état globale du site visera la restitution en territoire agricole de la totalité de la surface autorisée. Cette remise en état s'effectuera au fur et à mesure de la progression de l'exploitation. En particulier le remblaiement des terrains exploités suivra les travaux d'extraction, et le décapage des terrains sera réalisé sur les surfaces strictement nécessaires à la cohérence de l'exploitation. En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe relative aux garanties financières, la remise en état sera conduite suivant la méthode et le phasage définis dans la demande de modification du 29 juin 2016.
Constats :

Lors de la visite il a pu être vérifié que l'entièreté des terrains remis en état étaient rendus à l'agriculture, et que des plantations avaient déjà eu lieu sur la plupart des parcelles réaménagées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2007, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permet la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir; • 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
Constats : Le ravitaillement des engins se fait à partir d'une cuve double peau sur un pick-up, les dépôts de carburants sont situés sur le site de Montrond-les-Bains, il n'y a pas de stockage sur site. Un bac amovible est déployé lors de chaque ravitaillement sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2007, article 10.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les piézomètres mis en place feront l'objet de tournées synchrones périodiques pour déterminer l'éventuelle évolution de l'ensemble du système aquifère. Les relevés piézométriques seront réalisés tous les semestres. On relèvera simultanément le niveau de l'eau dans le plan d'eau (ou les plans d'eau). Les analyses de contrôle des eaux de la nappe seront réalisés sur les piézomètres et dans le plan d'eau : la périodicité des contrôles sera annuelle et ils s'arrêteront 6 mois après l'arrêt de l'exploitation. Chaque analyse comprendra la mesure du pH, de la DCO, de la DBO5 et de la teneur en hydrocarbures totaux. Une synthèse des résultats de ces contrôles sera établie et communiquée annuellement à l'inspecteur des installations classées et tenu à la disposition du maire de la commune.
Constats :

L'exploitant transmet chaque année les rapports d'analyses sur les piézomètres et dans le plan d'eau. Il a pu présenter lors de l'inspection le dernier rapport en date du 05/07/2024.

Les relevés piézométriques sont présentés tous les ans dans le rapport transmis, et non semestriellement comme prescrit dans l'arrêté d'autorisation, cependant l'exploitant réalise les mesures semestriellement en interne. L'exploitant présente bien l'évolution du niveau d'eau sur une quinzaine d'année pour l'ensemble des piézomètres ; le niveau de l'eau est globalement constant, avec un minimum en 2023 sur certains piézomètres (PZ2 et PZ4) en lien avec la sécheresse et une situation rétablie en 2024. Le prélèvement PZ3 est impossible de façon quasi-permanente (absence d'eau).

Les analyses effectuées sur les 4 piézomètres actifs présentent peu d'évolution comparé à l'année 2023 sur les paramètres cités dans la prescription. La notion d'amont et d'aval n'est pas évoquée dans le rapport. Rien n'est à signaler.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les prochains rapports d'analyse des eaux de la nappe pourront être améliorés par un rappel du sens d'écoulement de la nappe permettant de définir la notion d'amont et d'aval et ainsi déterminer l'impact ou l'absence d'impact de l'exploitation sur les différents paramètres mesurés ; un graphique présentant l'évolution des paramètres étudiés dans le temps pour chaque piézomètre (similaire à ce qui est fait pour la hauteur d'eau) permettrait également de clarifier la lecture de ces rapports.

L'exploitant pourra proposer à l'occasion d'un futur dossier une alternative au PZ3 qui ne permet pas d'effectuer de mesures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bruit et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2007, article 14.1

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées, et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse ...) de ces mêmes locaux, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de copropriété de l'exploitation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite
Constats : Les derniers rapports de mesures acoustique ont bien été transmis à l'inspection ; le dernier date du 03/03/2023, les mesures ont été faites par le bureau d'étude ORFEA. Les valeurs de bruit ambiant et d'émergence sont largement inférieures aux limites réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Remblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2007, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de remblais avec des matériaux extérieurs
Prescription contrôlée : Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition, ...). ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Le déchargement direct des camions en fond de fouille est interdit. Les matériaux seront bennés sur une plate-forme pour permettre un examen visuel et un tri des éléments indésirables, puis poussés par un boueur. Une benne de récupération des refus sera mise en place... Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.
Constats : Le remblayage se fait à partir d'apports extérieurs inertes. Ils sont déposés sur une plateforme où une vérification visuelle est faite par un employé avant de pousser les remblais. L'exploitant a récemment modifié sa procédure d'acceptation des déchets inertes : jusqu'au 1er septembre 2024 les apports extérieurs se faisaient directement sur site, mais depuis cette date l'ensemble des matériaux extérieurs sont réceptionnés sur le site de Montrond-les-Bains avant d'être redistribués sur les différentes carrières de Carrières Thomas des communes proches. Lors de la visite les matériaux observés étaient bien des inertes ; il n'y a pas de benne de récupération des refus sur site. L'exploitant a pu présenter un registre d'admission des déchets jusqu'au 1er septembre 2024 lors de l'inspection. Les inertes proviennent de divers chantiers BTP et d'aménagement des alentours du site (Marclopt, Montbrison...).

Un extrait de ce registre a été demandé suite à cette inspection, sur l'ensemble du mois de juillet 2024. Il y est indiqué le N° de bon, la date et l'heure de la pesée, la nature des déchets, leur quantité, l'identité du Détenteur, la commune d'origine du chantier avec le N° de DAP lorsqu'il existe (dans la majorité des cas) et l'immatriculation du véhicule.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Qualité des déchets inertes admis

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification du caractère non dangereux des déchets admis

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 de l'AM du 12/12/2014.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Constats :

Comme pour les autres gravières inspectées, les remblais se font depuis le 1^{er} septembre à partir de matériaux la plateforme de concassage et de transit de Carrières Thomas à Montrond-les-Bains, sur laquelle les inertes extérieurs sont accueillis et regroupés avant d'être assignés aux différentes carrières. L'origine des matériaux reste inchangée (chantiers BTP et aménagements alentours), mais leur traçabilité est perdue du fait du regroupement des matériaux à Montrond.

L'exploitant affirme mettre en œuvre depuis le 1^{er} septembre 2024 une procédure de contrôle des déchets avant mise en tas sur le site de regroupement de Montrond-les-Bains lui permettant de garantir le caractère inerte de ces matériaux lors du remblaiement sur les différentes gravières. Cette procédure n'était pas rédigée lors de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit expliciter par écrit la modification de sa gestion des remblais extérieurs pour l'ensemble des carrières concernées.

L'exploitant définira sous 2 mois une procédure de contrôle des déchets avant mise en remblai lui permettant de recueillir les informations suffisantes pour s'assurer de leur caractère inerte et la transmettra à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois